

Service public

Des milliers de suppressions d'emplois en vue à la banque de France

Le gouverneur de l'institution veut appliquer à la lettre la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. FO craint désormais l'abandon de missions essentielles du réseau public au profit du privé.

Les contradictions de la politique de l'emploi du gouvernement. D'un côté, il prétend prendre à bras le corps le problème du chômage en affichant un certain activisme pour que l'État apporte son «aide» aux entreprises privées en difficulté. De l'autre, s'étend à l'ensemble de la sphère publique le dogme du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Dernier exemple en date: la volonté du gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, de supprimer 2.500 postes dans le cadre «d'un plan stratégique destiné à gérer environ 5.000 départs naturels à la retraite et à adapter l'institution à ses missions (sic)». Concrètement, les effectifs, qui se montaient à 13.017 emplois équivalents temps plein à la fin 2011, passeraient à environ 10.500 d'ici 2020. Début décembre, la présentation de ce plan aux instances représentatives du personnel a provoqué l'ire des syndicats.

«2012... est une année de tous les dangers pour le réseau public! Il nous a annoncé 2.500 suppressions d'emplois nettes sur moins de dix ans, mais pour nous, c'est un chiffre à minima. La logique comptable du "un sur deux" va entraîner irrémédiablement de nouvelles fermetures de caisses, d'unités et d'implantations», s'inquiète Chrystian Fraignaud (FO Banque de France). Et de rappeler que «depuis vingt ans, 5.000 postes ont été supprimés et plus d'une centaine de succursales fermées sur le territoire national». Par ailleurs, ce projet de coupe drastique dans les effectifs publics va entraîner un recours plus important à des personnels précaires. «À la fin décembre 2011, on recensait ainsi plus de 1.650 emplois contractuels, soit près de 13% de l'effectif. Leur proportion va forcément augmenter lorsque l'on sait qu'il y a moins de dix ans, ces emplois non-statutaires se comptaient en dizaines sur un total de 17000 salariés», souligne Chrystian Fraignaud.

Pour arriver à ses fins, le gouverneur pourrait aussi décider que la Banque de France n'assume plus certaines de ses activités. Celles-ci seraient alors dématérialisées (numérisation des dossiers, des échanges avec les créanciers, les tribunaux...) ou transférée vers des prestataires extérieurs (logistique, courrier...). De même, pour réduire les coûts de fonctionnement, elle compte mutualiser un peu plus les moyens et les prestations en centralisant la gestion administrative des effectifs ainsi que des horaires de travail et externaliser la gestion informatique, financière et immobilière. «L'externalisation pourrait bien à l'avenir toucher également des missions de service public aussi essentielles que le traitement des dossiers de surendettement des usagers des banques», redoute FO. La gestion du surendettement pourrait dès lors connaître le sort de l'activité de tri et d'authentification des billets qui est aujourd'hui sous-traitée en partie par des sociétés privées de transport de fonds.

Jour après jour du 05/01/2012

